SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Agressions d'agents au MASA : des mots, pas d'actes

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ



Agressions d'agents, après de nombreuses alertes, une réunion attendue mais décevante : aucune mesure concrète et immédiate n'a été décidée.

Groupe de travail du 28 mai 2025 – Communiqué intersyndical

Une réunion attendue, mais une posture décevante ! Après de nombreuses alertes et une lettre ouverte adressée à la ministre, l'administration a enfin réuni un groupe de travail sur les violences subies par les agent·es du MASA. Si cette
convocation semblait être une première réponse à nos demandes, le ton a été immédiatement donné : l'administration a déclaré qu'aucune réponse politique ne serait apportée, limitant les échanges à des considérations techniques.
Aucune mesure concrète et immédiate n'a été décidée.
Des agressions toujours plus nombreuses et banalisées ! Sur le terrain, les violences persistent. Des agent·es en services déconcentrés sont menacé·es lors des contrôles, comme récemment dans l'Orne où des collègues ont reçu des menaces de mort. Dans l'enseignement agricole, l'EPLEFPA Montauban dû fermer après des actes de dégradation. Ces faits ne sont ni isolés ni anecdotiques. Ils traduisent un climat de plus en plus tendu, où les agent·es sont laissé·es seul·es face aux exactions, sans le soutien attendu de leur hiérarchie, leur direction, leur préfet ou leur ministre.
Nos revendications claires et restées sans réponse... L'intersyndicale a rappelé les 9 propositions déjà formulées dans un courrier adressé à la ministre. Elles portent sur des mesures précises et opérationnelles : généralisation des contrôles en binômes, accompagnement systématique des agent·es agressé·es, dépôt de plainte par l'administration, reconnaissance automatique des accidents de service, amélioration et différenciation des circuits de signalement, formations des encadrant·es, mutualisation des bonnes pratiques et sensibilisation des usager·es, notamment dans le monde agricole. L'intégration de la question du contrôle dans les formations agricoles est également une priorité, pour que les futurs agriculteurs·trices comprennent leur importance et leur légitimité.
Des réponses institutionnelles très en deçà des enjeux ! L'administration a reconnu que les agressions sont probablement sous-déclarées et que les dispositifs existants sont mal identifiés. Elle annonce une révision de
circulaires et une nouvelle réunion en septembre. Mais aucun plan d'action immédiat, aucun message fort, aucune directive concrète n'a été communiquée. Cette inertie renforce le sentiment d'isolement et d'abandon chez les
agent·es, qui s'interrogent sur la réalité de la volonté ministérielle à les protéger.
Une parole politique toujours attendue !

L'absence de prise de position publique systématique de la ministre, dénonçant chaque situation de malveillance envers les agent·es, reste incompréhensible. Dans un contexte de
violences récurrentes, cette parole n'est pas accessoire. Elle est indispensable. Elle a une valeur symbolique, morale et
institutionnelle. Les agent·es attendent d'être reconnu·es, soutenu·es, défendu·es.
Le ministère de l'Agriculture doit cesser de gagner du temps. Il doit défendre ses agent·es maintenant !
L'intersyndicale poursuivra sa participation aux travaux engagés, mais n'attendra pas l'automne pour exiger des actes. Des mesures concrètes doivent être mises en place immédiatement. Il en va de la sécurité, du respect et de la dignité de nos collègues. À ce titre, nous souhaitons rencontrer la Ministre sur ce dossier des violences et agressions.

L'intersyndicale du MASA
Pour plus d'infos à ce sujet, consultez notre compte-rendu du groupe de travailLien de téléchargement